

amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'élection des délégués cantonaux [17 mai 1949] (p. 2542); Art. 14: *Anomalies du texte voté en contradiction avec l'article 12* (p. 2548); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 5: *15 milliards d'économies à réaliser par la S.N.C.F. sur les travaux en cours* [31 mai 1949] (p. 2993, 2994). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative au nombre de bureaux gérés par un comptable ayant fourni un cautionnement dans les P.T.T., le Trésor et l'enregistrement [10 juin 1949] (p. 3288). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux paysans, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1949] (p. 6398, 6399); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3550: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses de Rambouillet et de Marly* [25 mai 1950] (p. 3934); Chap. 5170: *Encouragement aux exploitants agricoles* (p. 3953, 3954, 3955); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150: *Reconstruction des voies ferrées de la S.N.C.F. (Suspension de lignes secondaires)* [1^{er} août 1950] (p. 6377); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles: PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 4: *Son amendement tendant à prévoir une subvention de l'Etat à échéances régulières* [29 juillet 1950] (p. 6220, 6221); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Article additionnel: *Son amendement tendant à prévoir les versements de l'Etat à échéances régulières* [31 juillet 1950] (p. 6258); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6: *Amendement de M. Baurens tendant à prélever 5 francs par hectolitre sur le droit de circulation du vin déjà existant* [4 août 1950] (p. 6643); Art. 7: *Ressources du fonds national de solidarité viticole* (p. 6645) — Dépose une demande d'interpellation sur les multiples agressions perpétrées contre des organisations démocratiques et notamment à Auch le 8 octobre 1950 [17 octobre 1950] (p. 6920); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation

(*Attentat contre M. Jacques Duclos*) [14 novembre 1950] (p. 7686, 7688). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7383); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13: *Amendement de M. Ruffe tendant à exonérer de cotisation les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 250 francs* [13 décembre 1950] (p. 9027, 9028). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au contrôle sur l'accès à certains emplois (*Gérance d'un bureau de tabac*) [22 décembre 1950] (p. 9498). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000: *Ses observations sur l'affaire Boléro Paprika dirigée contre les communistes espagnols* [8 février 1951] (p. 793); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à relever à 40.000 francs par an l'allocation temporaire* [21 mars 1951] (p. 2284, 2285).

CATOIRE (M. Jules), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de la guerre*

(Cabinet R. SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948,

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et Population*

(1^{er} Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949,

Secrétaire d'Etat à la Santé publique

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951,

Secrétaire d'Etat à la Santé publique

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39): = Est nommé membre: de la Commission de la Production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); — de la Commission de la Comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103); [5 juillet 1948]

(p. 4307); — de la Commission de la Famille, de la Population et de la Santé publique [17 janvier 1950] (p. 300); — de la Commission de la Reconstruction et des Dommages de guerre [17 janvier 1950] (p. 300).

Dépôt :

Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant à établir la « Charte de l'Habitat », n° 9018.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Article additionnel: *Son amendement tendant à abroger pour les industries de presse la caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers* [20 août 1948] (p. 6096). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (1^{er} Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010); donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes [26 juillet 1950] (p. 5993, 5994). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642). — S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [22 mai 1947] (p. 1710).

CATRICE (M. Jean), *Député du Nord* (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé **membre : de la Commission des affaires économiques** [17 décembre

1946] (p. 101), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F° 527). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à la création et à l'extension de fonds de commerce et à l'attribution de contingents de démarrage, n° 1102. — Le 19 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur: I. — La proposition de loi de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à refondre le système de répartition des licences d'importation et d'exportation; II. — La proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et M. Abelin tendant à inviter le Gouvernement à organiser par décret une procédure rationnelle et équitable de répartition des licences d'importation, n° 3876. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au fonctionnement des gares internationales franco-belges de Quévy et de Jeumont, n° 4681. — Le 1^{er} juillet 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre le Gouvernement de la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 4827. — Le 12 août 1948, une proposition de loi portant modification à la loi n° 48 1244 du 31 juillet 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels, et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, n° 5254.